

Le Congo se prépare aux élections... à reculons

AFRIQUE Le calendrier n'est pas fixé et le financement pose problème

- Le pouvoir jure qu'il n'est pas question de chercher à faire élire le président Kabila pour un troisième mandat.
- Mais il multiplie les manœuvres pour retarder l'échéance, prévue à la fin de l'année.
- L'opposition résiste.
- Et l'opinion publique perd patience.

Tout en proposant aux partis de l'opposition, et principalement à l'UDPS - Union pour la démocratie et le progrès social -, le parti d'Etienne Tshisekedi, d'entrer dans un dialogue politique, le pouvoir de Kinshasa continue de jurer, la main sur le cœur, qu'il n'est pas question que le chef de l'Etat cherche à se faire élire pour un troisième mandat et qu'il n'a aucune intention de violer la Constitution, qui prévoit que son deuxième mandat actuel arrive à expiration fin 2016.

Pas question donc, à Kinshasa, de défier l'opinion nationale ou internationale en passant outre au prescrit constitutionnel et en gouvernant, comme au Burundi, par défi, en affrontant la violence de la rue et le désaveu des bailleurs de fonds.

Bien plus subtilement, le pouvoir congolais se contente de s'incliner devant une évidence : l'incapacité de la CENI (Commission électorale indépendante) d'organiser dans les délais requis des élections législatives et présidentielle, sans oublier les élections locales... La CENI, peut-être moins indépendante que ne l'indique son nom, vient d'ailleurs de confirmer qu'elle s'était fixé un timing de 17 mois pour fiabiliser le fichier électoral. C'est-à-dire pour dé-

nombrer les morts et les rayer des listes, ainsi que pour intégrer de 7 à 8 millions de jeunes ayant atteint l'âge de voter...

Autrement dit, à ce délai de 17 mois qui a pris cours en février dernier devraient s'ajouter de quatre à six mois, le temps nécessaire à l'organisation des élections elles-mêmes. A ces problèmes d'agenda s'ajoutent des questions budgétaires : l'organisation des prochains scrutins devrait coûter plus de 500 millions de dollars et cette somme, en tout ou en partie, n'ayant pas été budgétisée depuis les dernières élections de 2011, force est de recourir à la communauté internationale. Mais, instruits par l'expérience, les bailleurs se montrent exigeants : ils exigent un calendrier électoral complet avant de consentir le moindre déboursement. Les Nations unies ont formalisé ce point de vue par la résolution 2277 qui invite la CENI « à publier un calendrier complet révisé couvrant la totalité du cycle électoral » et demandant à la Monusco - la Mission de l'ONU sur place - de « fournir une assistance technique et un soutien logistique pour la révision des listes électorales ».

La Monusco se voit aussi chargée « de promouvoir la consolidation de la paix et un dialogue politique transparent associant toutes les parties prenantes congolaises (...) afin d'ouvrir la voie à la tenue des élections. »

Idéalement, si un dialogue associant tous les partis, majorité comme opposition, aboutissait à un consensus accordant à la CENI un délai supplémentaire, moyennant la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, les élections pourraient être organisées dans des conditions acceptables et le spectre d'une « burundisation » du

Congo serait écarté.

Mais à ce stade, le dialogue proposé par le pouvoir, et qui aboutirait à un partage des responsabilités, c'est-à-dire des postes, durant la période du « glissement », n'est pas accepté par une importante coalition, dite le G7. Composé d'anciens alliés de Kabila, privés de toute fonction depuis leur rupture avec le pouvoir, le G7 refuse que,

même à titre transitoire, Joseph Kabila reste en fonction après l'expiration du délai légal.

Des personnalités de poids, qui participaient naguère au pouvoir et s'en sont aujourd'hui exclus, comme Vital Kamerhe (ancien président de l'Assemblée nationale), Moïse Katumbi (ex-gouverneur du Katanga) Charles Mwando, (ex-ministre de la Dé-

fense), Gabriel Kyungu, (ex-président de l'Assemblée provinciale du Katanga) ou Joseph Olenghakhoy souhaitent, pour des raisons évidentes, que l'on fasse à nouveau rouler les dés et qu'ils aient une chance de revenir aux affaires sans délai. Mais a contrario, tous les élus actuels, députés nationaux et provinciaux comme sénateurs, ne seraient pas hostiles à un « glissement » qui leur permettrait de garder leurs postes un peu plus longtemps et de retarder le verdict de l'électeur...

Quant à l'opinion congolaise, elle n'est rassurée ni par les préparatifs du dialogue, ni par le délai réclamé par la CENI, pas plus qu'elle n'est convaincue par les arguments d'ordre financier. Elle soupçonne le pouvoir de vouloir tout simplement se maintenir le plus longtemps possible...

C'est pourquoi, pour vaincre, au moins, le blocage financier et rendre un peu de confiance aux électeurs congolais, le député socialiste belge, Stéphane Crusenière, membre de l'Interparlementaire européenne, est rentré

d'un voyage au Congo avec une solution astucieuse : « pourquoi ne pas procéder par tranches ? On pourrait dès aujourd'hui, débloquent les crédits qui permettront la remise en ordre du fichier électoral et intégreront les "nouveaux majeurs" ».

Cette proposition a été débattue cette semaine en Commission des Affaires étrangères de la Chambre. Si le principe de ce « financement par tranches » était adopté, il pourrait servir d'exemple à d'autres bailleurs et aurait au moins le mérite d'ôter au pouvoir congolais l'argument selon lequel les promesses de financement faites par la communauté internationale n'ont pas été tenues... ■

COLETTE BRAECKMAN

LIBERTÉ DE LA PRESSE

RSF s'inquiète d'une « dégradation »

Reporters sans frontières (RSF) s'inquiète de « la brusque dégradation » de la situation de la liberté de la presse en République démocratique du Congo, à l'occasion de la sortie de son classement annuel en la matière. La RDC occupe la 152^e place sur 180 dans le classement mondial 2016 de la liberté de la presse, reculant de trois places en une année. « Au-delà de la place au classement (...), c'est la performance absolue de la RDC en matière de liberté de la presse qui s'effondre », écrit RSF. « Les détentions arbitraires, les coupures de signaux radio et les intimidations se normalisent. Nous sommes très inquiets de l'accroissement de toutes ces agressions envers les journalistes et les médias du pays », ajoute le texte. Selon RSF, « le pouvoir harcèle de plus en plus les organes de presse » en RDC. (afp)

« Des progrès modestes, mais réels, pour l'aide humanitaire »

SYRIE Le médiateur spécial des Nations unies, Staffan de Mistura, espère relancer les pourparlers de paix à Genève

Staffan de Mistura, le médiateur de l'ONU pour la Syrie a déclaré jeudi qu'il y avait « *des progrès modestes mais réels* » dans la livraison d'aide humanitaire dans ce pays ravagé par la guerre, en espérant que cela pourrait permettre de relancer les pourparlers de paix de Genève.

Staffan de Mistura a indiqué que plus de 560.000 personnes bloquées dans des zones assiégées ou difficiles d'accès avaient ainsi pu recevoir de l'aide depuis le début de l'année, dont plus de 100.000 au cours des deux dernières semaines. Et ces chiffres n'incluent pas les quelque 120.000 habitants de la ville de Rastan, tenue par les rebelles et encerclée par l'armée syrienne, qui ont reçu de la nourriture et des médicaments pour la première fois depuis 2012. Un convoi de 65 camions affrétés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a en effet été autorisé à pénétrer ce jeudi dans la localité.

M. De Mistura a ajouté que le Programme alimentaire mondial (PAM) avait réussi à effectuer huit largages d'aide au-dessus de la ville de Deir Ezzor, où vivent plus de 200.000 personnes encerclées par les djihadistes de Daesh – le groupe Etat Islamique.

« *Il y a donc des progrès modestes, mais ce n'est pas suffisant pour que nous nous en contentions* », a toutefois ajouté M. De Mistura à l'issue d'une réunion à Genève du Groupe de travail humanitaire sur la Syrie. Le médiateur a notamment déploré que les forces loyales au gouvernement continuent à bloquer la livraison d'équipement médical et de médicaments, tels que les vitamines, les antibiotiques et les antalgiques. « *Franchement, ce n'est pas seulement préoccupant, mais également inacceptable au regard du droit international* », a-t-il conclu. (afp) ■

LA GUERRE A DAESH

Barack Obama joue l'unité

Le président américain Barack Obama s'est employé jeudi à défendre, en dépit de tensions évidentes, « *une vision commune* » avec ses alliés du Golfe, tout en appelant ces derniers au dialogue avec leur rival chiite iranien. Assurant depuis Ryad que les difficultés avec les monarchies pétrolières avaient été « *exagérées* », M. Obama – qui a pourtant reçu un accueil très froid de ses hôtes saoudiens – a insisté sur la véritable unité existant en particulier dans la lutte engagée pour « *détruire* » Daesh – le groupe « Etat islamique » (EI) –, qui représente « *une menace pour tous* ». (afp)